

## Direction départementale des territoires

Metz, le 12 septembre 2025

Service Aménagement Biodiversité Eau Unité Police de l'eau La responsable de l'unité police de l'eau

à

Affaire suivie par : Charlotte RAMBERT

Tél: 03.87.34.34.12

E-mail: charlotte.rambert@moselle.gouv.fr

BRGM 2 avenue de la Moselle BP 30006

57801 FREYMING-MERLEBACH

**OBJET**: Création de 74 piézomètres sur le secteur Ouest du bassin houiller de Lorraine sur les communes de Creutzwald, Ham-sous-Varsberg, Varsberg, Diesen, Porcelette et Hagarten-aux-Mines - Porter à connaissance dossier loi sur l'eau – Avis de recevabilité

RÉF.: Dossier CASCADE nº 57-2025-00531

**P.J.**:/

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dossier de « porter à connaissance » au titre de l'article R.214-40 du code de l'environnement concernant le dossier loi sur l'eau de création de 74 piézomètres sur le secteur Ouest du bassin houiller de Lorraine sur les communes de Creutzwald, Ham-sous-Varsberg, Varsberg, Diesen, Porcelette et Hagarten-aux-Mines.

Le projet prévoit des mesures d'évitement et de réduction des impacts pour 16 piézomètres suite à la réalisation d'études de délimitation de zones humides et de diagnostics de faune.

Après examen, je vous informe que le dossier est recevable.

Cette opération devra être réalisée conformément au dossier déposé. La présente lettre clôt la procédure de « porter à connaissance ».

Copie de ce courrier sera adressé à la mairie des communes de :

- Creutzwald
- Ham-sous-Varsberg
- Varsberg
- Diesen
- Porcelette
- Hagarten-aux-Mines

pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ce document sera mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Moselle durant une période d'au moins six mois. Le dossier de porter à connaissance sera consultable en mairie.

Je vous rappelle que cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, par le déclarant et par les tiers dans un délai de deux mois, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique <a href="https://citoyens.telerecours.fr/">https://citoyens.telerecours.fr/</a>.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

La responsable de l'unité police de l'eau,

Carine RAUCH

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (https://www.telerecours.fr/)